

Accord professionnel
HÔTELLERIE, RESTAURATION
(CORSE)

AVENANT N° 1 DU 20 JANVIER 2009
RELATIF À LA CRÉATION
D'UNE COMMISSION PARITAIRE SOCIALE RÉGIONALE
NOR : ASET0950269M

Entre :

La CGPME Corsica ;

Le MEDEF Corse ;

L'UMIH Corse,

D'une part, et

L'union régionale de la CFTC Corse ;

L'union régionale de la CGT Corse ;

Les unions départementales de la CGT-FO de Corse-du-Sud et de Haute-Corse ;

Le « Sindacatu di i travagliadori corsi » (syndicat des travailleurs corses),

D'autre part,

Vu les dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, notamment son titre II et la circulaire de la direction régionale du travail du 22 septembre 2004 ;

Vu le livre II du code du travail, et notamment ses articles L. 2234-1 et suivants (ancien art. L. 132-30),

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Au cours du second semestre 2006, les partenaires sociaux insulaires se sont réunis, sous l'égide de la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Corse, afin d'analyser les problématiques

propres au secteur des hôtels cafés restaurants, de poser un diagnostic et d'envisager les solutions aptes à permettre une amélioration de la situation, notamment dans le cadre de dispositifs spécifiques de dialogue social.

A l'issue de ces travaux, les partenaires sociaux ont unanimement émis un avis favorable à la création d'une commission paritaire sociale régionale dans le secteur des hôtels cafés restaurants. A la suite de quoi, ils ont été invités par la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Corse à prendre une position officielle.

Le 13 février 2007, réunies en bonne et due forme sous la présidence de la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Corse, les 7 organisations syndicales et professionnelles présentes sur les 10 invitées ont voté à l'unanimité pour la création d'une commission paritaire sociale régionale dans le secteur des hôtels cafés restaurants et ont pris la décision d'ouvrir sans délai des négociations en vue de parvenir à un accord collectif sectoriel régional portant création de l'institution.

En préambule à leur accord, les partenaires sociaux proclament leur volonté de mettre en œuvre un dialogue social de qualité de façon à créer ensemble les conditions propres à traiter les difficultés sociales sectorielles, à surmonter leurs divergences sans confrontation, à construire un environnement propice au progrès social, à avoir un impact sur les entreprises ne respectant pas les dispositions normatives sociales.

C'est sur la base du diagnostic préalablement posé et de cette déclaration de principe que le présent accord est conclu.

Article 1^{er}

Objet de l'accord

1.1. Les organisations signataires concluent le présent accord sous l'égide des articles L. 2234-1 à L. 2234-3 (ancien art. L. 132-30) du code du travail.

1.2. Cet accord a pour objet la création d'une commission paritaire sociale régionale dans le secteur des hôtels cafés restaurants et activités connexes ci-après simplement dénommée « la commission ».

Article 2

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Article 3

Champ d'application de l'accord

3.1. Le présent accord est applicable sur l'ensemble du territoire de la région Corse.

3.2. Le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises et/ou établissements exerçant l'activité économique d'hôtel café restaurant et activités connexes (codes NAF 55.10Z, 56.10A, 56.30Z, 56.21Z et 92.29Z).

Article 4

Attributions de la commission

Dans le champ d'application tel que défini ci-dessus, la commission est compétente pour :

4.1. Créer les conditions des analyses, processus d'intervention, résultats et synthèses des problématiques sectorielles ainsi que pour être un lieu d'échange d'expériences et de propositions.

4.2. Contribuer à l'information des employeurs et des salariés sur les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

4.3. Concourir au suivi et à l'application effective de la réglementation ainsi que des conventions et accords collectifs de travail applicables.

4.4. Coopérer, dans l'intérêt de la région, de la profession et de ses salariés, par ses réflexions et ses propositions, aux dispositions prises par d'autres instances dans le secteur et à la prise en compte par ces dernières des spécificités sectorielles et/ou régionales.

4.5. Examiner et traiter toute question relative à l'emploi et à la formation dans le secteur.

4.6. Examiner et traiter toute question relative aux conditions d'emploi et de travail des salariés du secteur.

4.7. Mettre en place un mode alternatif de prévention et traitement des conflits individuels du travail dans le secteur par voie d'accord collectif.

4.8. Négocier des conventions ou des accords collectifs sectoriels régionaux sur tous sujets entrant dans son champ de compétences.

Article 5

Composition de la commission

5.1. La commission est composée de 2 collèges : un collège salariés et un collège employeurs selon un principe de strict paritarisme.

Le collège composé du plus grand nombre d'organisations est le collège de référence.

Chaque organisation du collège de référence dispose de 2 sièges. L'autre collège dispose d'autant de sièges.

Les membres de la commission ont la faculté d'être assistés du conseiller de leur choix sans que celui-ci puisse participer aux délibérations.

5.2. Les délégués appelés à siéger dans le collège salariés sont déclarés auprès de leur employeur et de l'inspection du travail dont ils relèvent par l'organisation syndicale à laquelle ils adhèrent conformément aux dispositions de l'article D. 2143-4 (ancien art. D. 412-1) du code du travail. Ils sont désignés auprès de la commission soit par lettre recommandée avec avis de réception, soit par lettre remise contre décharge.

Les délégués composant le collège employeurs sont désignés auprès de la commission par l'organisation professionnelle à laquelle ils adhèrent soit par courrier recommandé avec avis de réception, soit par courrier remis contre décharge.

Les cessations de fonctions sont notifiées selon les mêmes formes.

Les organisations signataires s'engagent à pourvoir sans délai tout siège devenu vacant.

5.3. En cas de modification affectant l'un des collèges, quel qu'il soit, la composition de l'autre collège est immédiatement modifiée à due proportion en application du strict paritarisme.

Article 6

Organes de la commission

Les organisations signataires dotent la commission de 2 types d'organes : un organe délibérant et un organe exécutif.

6.1. L'organe délibérant est composé de tous les membres désignés pour siéger à la commission.

Cet organe est investi du pouvoir de décision dans le cadre de délibérations prises en bonne et due forme.

Il est aussi compétent pour statuer en interprétation du présent accord.

Au sein du collège de référence, chaque organisation dispose d'un siège avec voix délibérative et d'un siège avec voix consultative. L'autre collège dispose de droits symétriques à ceux du collège de référence.

6.2. L'organe exécutif est composé d'un président et d'un vice-président.

Cet organe est investi du pouvoir de mettre à exécution les délibérations prises par l'organe délibérant ainsi que du pouvoir de représenter la commission et d'assurer son administration courante.

Le président et le vice-président sont élus pour une durée de 2 ans chacun par un collège.

La présidence et la vice-présidence sont alternativement assurées pour la durée de leur mandat par un membre du collège employeurs et un membre du collège salariés élu par son collège.

Le président assure le secrétariat de la commission et le vice-président le secrétariat adjoint.

Article 7

Fonctionnement de la commission

7.1. La commission se réunit 1 fois au moins par trimestre sur convocation écrite traçable (télécopie ou courrier électronique).

Une proposition d'ordre du jour de réunion est élaborée conjointement par le président et le vice-président. Elle est communiquée aux membres de la commission 2 semaines au moins avant la date de tenue de la commission.

L'ordre du jour définitif tenant compte des observations et demandes des membres est établi et communiqué 1 semaine avant la réunion.

7.2. La commission peut également se réunir sur demande expresse et motivée d'un de ses membres.

Article 8

Règlement intérieur de la commission

Les organisations signataires décident de doter la commission d'un règlement intérieur qui régit toutes autres modalités non régies par le présent accord.

Article 9

Création d'une association

9.1. Les organisations signataires décident d'adosser la commission paritaire à une association loi 1901.

L'objet de cette association est, notamment, de doter la commission des moyens nécessaires à son bon fonctionnement et à sa finalité, de mettre en œuvre les actions consécutives à ses délibérations ainsi que de prendre toutes dispositions relatives à l'indemnisation des membres salariés de la commission.

9.2. Les délégués salariés de la commission siégeant de droit dans l'association y bénéficient des dispositions de l'article 10 ci-dessous.

Article 10

Dispositions propres aux délégués salariés

10.1. Les salariés désignés par l'organisation à laquelle ils adhèrent pour siéger à la commission bénéficient des dispositions et de la protection prévues par les articles L. 2234-1 et suivants (ancien art. L. 132-30) et L. 2411-1 (ancien art. L. 412-18) du code du travail.

10.2. Les salariés siégeant à la commission bénéficient d'une autorisation d'absence pour se rendre aux réunions de la commission et y siéger. Il leur est accordé à ce titre un crédit d'heures de délégation à due concurrence. Ce crédit d'heures est cumulable avec les heures de délégation dont ils bénéficient à un autre titre.

10.3. Le temps consacré par les délégués aux réunions de la commission paritaire est décompté comme temps de travail effectif et rémunéré comme tel.

10.4. Les délégués salariés bénéficient du remboursement des frais de déplacement qu'ils engagent pour assister aux réunions de la commission sur la base du barème des indemnités kilométriques applicable aux conseillers du salarié ou sur production d'un titre de transport public de voyageurs.

Article 11

Dispositions financières

La commission est financée par des dotations et contributions mutualisées des entreprises au dialogue social.

Article 12

Révision de l'accord

12.1. Les organisations signataires décident de procéder au moins 1 fois par an, au cours de la réunion la plus proche de la date anniversaire de la commission, à l'examen de l'application du présent accord ainsi que du fonctionnement de la commission et de procéder, éventuellement, à la révision de l'accord et/ou à tous ajustements par voie d'avenant, en faisant application des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail (ancien art. L. 132-7).

12.2. En dehors de ce cas, la demande de révision peut être formée par une organisation signataire par écrit spécialement motivé adressé à la commission en recommandé avec avis de réception ou remis contre décharge. Elle est inscrite obligatoirement à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

Article 13

Adhésion à l'accord

Les organisations non signataires sont admises à l'adhésion dans les conditions légales.

Article 14

Dénonciation de l'accord

Chaque organisation signataire a la faculté de dénoncer le présent accord dans les conditions et suivant les modalités fixées par les articles L. 2261-9 et suivants (ancien art. L. 132-8) du code du travail.

Article 15

Extension de l'accord

Les organisations signataires sollicitent l'extension du présent accord prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail (ancien art. L. 133-8 et suivants).

Article 16

Notification et dépôt de l'accord

16.1. Une copie du présent accord est notifiée aux organisations syndicales non signataires par courrier recommandé avec avis de réception.

Ces dernières bénéficient du droit d'opposition dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 2231-8 et suivants du code du travail (ancien art. L. 132-2-2).

16.2. Le présent accord est déposé, au terme du délai d'opposition et en l'absence d'opposition d'organisations majoritaires, en vue de son enregistrement, conformément aux dispositions du décret n° 2006-568 du 17 mai 2006.

16.3. Le présent accord est établi en 8 originaux dûment paraphés et signés, dont un exemplaire est remis contre décharge à chacune des organisations signataires.

Le présent accord est établi en 3 exemplaires originaux dûment paraphés, signés et revêtus de la décharge des organisations signataires, dont :

- 1 exemplaire est destiné à son enregistrement par la direction générale du travail ;
- 1 exemplaire est destiné à son enregistrement par le greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion ;
- 1 exemplaire est destiné à la commission.

Un exemplaire supplémentaire est établi sur support informatique destiné à la direction générale du travail.

Fait à Corte, le 20 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)